

**Déclaration particulière en application de la loi relative au Registre central des
interdictions de gérer du 4 mai 2023**

Numéro d'entreprise :

Dénomination sociale :

Forme légale :

Siège social :

Représenté par¹ :

.....
.....

Déclare/Déclarons, en application de l'article 13 de la loi du 4 mai 2023 relative au Registre central des interdictions de gérer, qu'à l'encontre de la ou des personnes mentionnée(s) ci-dessous :

Nom – Prénom – Numéro de registre national	Qualité ²

aucune condamnation n'a été prononcée par un tribunal d'un État membre de l'Espace Economique Européen à une interdiction s'apparentant à l'une des interdictions énumérées ci-dessous telles que prévues à l'article 6 de la loi du 4 mai 2023 :

1° l'interdiction d'exercer une activité ou une fonction conformément aux articles 1^{er}, 1bis et 2 de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités ;

2° l'interdiction d'exercer une activité ou une fonction conformément à l'article 3quater de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités, et à l'interdiction faite aux faillis ou des personnes équivalentes pour exercer certaines fonctions, professions ou activités conformément à l'article XX.229 du Code de droit économique.

Fait à

À la date du

Identité/qualité du représentant + signature : _____

¹ Compléter : informations d'identité + qualité des mandataires extérieurs.

² Compléter : administrateur, gérant, commissaire, directeur général, membre d'un comité exécutif, d'un conseil exécutif ou conseil de surveillance, liquidateur d'une personne morale, représentant pour les activités d'une succursale, directeur général, représentant permanent.